



Berlin Eco

NUMERO 4

© DG Trésor

8 février 2021

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans son [rapport économique 2021](#) intitulé « Surmonter la crise Corona, soutenir la reprise économique, renforcer les structures », le **gouvernement fédéral table pour l'année en cours sur une croissance du PIB de +3,0 %** (+4,4 % précédemment). Un retour au niveau économique d'avant-crise est attendu pour la deuxième moitié de 2022. Le taux de chômage (définition de l'Agence fédérale du travail) serait de 5,8 % en 2021, après 5,9 % en 2020. Selon le ministre fédéral de l'Economie, la situation sanitaire actuelle consolide la « scission de l'économie allemande » : une industrie « robuste » versus un secteur des services « fortement impacté » par la pandémie.

Le **FMI estime la croissance allemande à +3,5 % en 2021 et à 3,1 % en 2022**. Si la gestion de crise de l'Allemagne est globalement saluée, l'organisme appelle le gouvernement allemand à maintenir une politique budgétaire expansive jusqu'en 2022.

Le PIB allemand a crû de 0,1 % au quatrième trimestre 2020 (cvs, -3,9 % en glissement annuel), selon [Destatis](#). Après une forte reprise au troisième trimestre (+8,5 %), la nouvelle dégradation de la situation sanitaire aurait significativement impactée la consommation des ménages, tandis que les exportations et le secteur de la construction seraient restés dynamiques.

Le baromètre conjoncturel du DIW stagne à 113 points au premier trimestre 2021 ; une détérioration dans l'industrie, jusqu'ici solide, est attendue, en raison des prolongations des restrictions liées à la pandémie. L'institut table sur une **contraction de 3 % du PIB sur les trois premiers mois de l'année**.

[Destatis](#) chiffre l'évolution de l'indice des prix à la consommation à **+1,0 % en janvier 2021** (+0,8 % par rapport décembre 2020). La forte hausse du taux d'inflation est expliquée par la fin au 1^{er} janvier de la baisse temporaire de TVA, la nouvelle tarification du CO2 et la hausse du salaire minimum.

Selon une étude de l'institut [IWH](#), **l'importante hausse de l'épargne des ménages observée actuellement serait principalement due à la forte réduction des possibilités de consommer** dans le contexte de pandémie. Des attentes dégradées en matière d'emploi ou de revenu, la crainte d'une contamination au Covid-19 ou la hausse des dettes publiques ne joueraient qu'un rôle mineur.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Le gouvernement fédéral annonce que **le niveau de dette publique (toutes APU) a atteint 70 % du PIB en 2020**, après moins de 60 % en 2019. Pour 2021, un ratio de 72,5 % est attendu, qui devrait retomber à 68,75 % d'ici 2024.



POLITIQUES SOCIALES

L'[accord](#) de coalition du 3 février prévoit de nouvelles mesures, telles que le versement en 2021 d'une allocation familiale supplémentaire de 150 € par enfant et d'un supplément de 150 € pour les adultes bénéficiaires de l'**aide sociale**, les conditions d'accès à l'aide sociale restant assouplies jusqu'à fin 2021.

Selon une estimation de [l'ifo](#), le nombre de personnes placées en **chômage partiel** a progressé fortement en janvier à 2,6 M (+ 400 000 sur un mois). La part des salariés en chômage partiel a augmenté à 7,8 % (après 6,6 % en décembre), la branche la plus touchée étant l'hôtellerie-restauration (55,9 % en janvier).

Le conseil des ministres a adopté un [projet](#) de loi « renforçant la participation sociale » qui relève notamment les aides à la formation aux **personnes handicapées** travaillant dans des ateliers spécialisés afin de faciliter la transition sur le marché du travail.

Le [Bundestag](#) a voté la loi réformant les métiers d'assistance technique médicale, qui prévoit notamment une restructuration des cursus d'**apprentissage**, la suppression des frais de formation et l'introduction d'une rémunération minimale pour les apprentis.

L'[ifo](#) juge très positif le **programme de coaching** de collégiens socialement défavorisés par des étudiants : il permettrait d'améliorer les résultats scolaires et augmenterait les chances de ces jeunes sur le marché du travail.

Selon une étude du [DIW](#), les 10 % des personnes les plus riches ont perçu, au cours des 15 dernières années, la moitié des **héritages** et des donations importantes.

ACTUALITE FINANCIERE

BANQUES ET ASSURANCES

La **KfW** a accordé, en 2020, le plus important volume de [financement](#) de son histoire. Sur les 135,3 Md€ octroyés (+75 % par rapport à 2019), 50,9 Md€ l'ont été au titre des programmes d'aides Covid. Le volume consacré à l'efficacité énergétique des immeubles d'habitation a, par ailleurs, connu une forte croissance (26,8 Md€, soit +140 % par rapport à 2019).

Deutsche Bank fait état d'un [résultat](#) avant impôts annuel provisoire de 1,0 Md€ (contre -2,6 Md€ en 2019) et de son premier résultat net positif depuis 2014 (0,6 Md€ contre -5,3 Md€). Elle n'envisage néanmoins que l'an prochain le versement de dividendes après un exercice 2021 qu'elle annonce déjà bénéficiaire. Le bon résultat repose essentiellement sur la banque d'investissement et des frais de fonctionnement en baisse. Les provisions pour risques de crédit s'élèvent à 1,8 Md€, soit 0,41 % des prêts (contre 0,7 Md€ en 2019).

Commerzbank a fait connaître son nouveau plan de [restructuration](#) : d'ici 2024, 10 000 emplois équivalents plein temps (un emploi sur trois en Allemagne) et 340 des 790 agences actuelles seront supprimés. Les [coûts de restructuration](#), estimés à 1,8 Md€ au total, devraient être entièrement comptabilisés d'ici fin 2021. Cette réorganisation devrait conduire en 2024 à des frais de fonctionnement de 20 % inférieurs à ceux attendus en 2020, ce qui devrait permettre aux rendements de capitaux propres de passer de 2,4 % (chiffre 2019) à 7 % en 2024. La banque a annoncé une perte nette provisoire de 2,9 Md€ en 2020 (cf. BE 2/2021). Les résultats détaillés seront présentés le 11 février.

Malgré la crise économique, le [bilan de l'activité des assureurs en 2020](#) est en moyenne positif, avec une augmentation de 1,2 % des primes. Le secteur de l'assurance de biens et de responsabilité a vu ses bénéfices croître de 40 % (peu d'accidents de la circulation et d'intempéries). Les primes de l'assurance-vie sont en revanche en léger recul en raison de la faiblesse des taux d'intérêt.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : François Gautier

Version du 8 février 2021